

Pourquoi la dépénalisation des stupéfiants est une hérésie !

Que la Commission mondiale pour la politique des drogues préconise la dépénalisation des drogues par la voix de Mme Ruth Dreifuss, ancienne Présidente de la Confédération, est une chose. Que cette instance se base sur son rapport de juin 2011 en est une autre, mais que le bon sens ne vienne pas nourrir les fondamentaux de cette analyse est inquiétant pour l'avenir de notre société. Le rapport qui amène 11 recommandations est résumé ci-dessous.

- 1) Ainsi donc la guerre mondiale contre les drogues a échoué, avec des conséquences dévastatrices pour les hommes et pour les sociétés du monde entier ;
- 2) Ainsi donc il faut mettre un terme à la criminalisation, à la marginalisation et à la stigmatisation des trafiquants, des petits producteurs et des consommateurs de drogues qui ne causent pas de préjudice à autrui ;
- 3) Ainsi donc il faut rejeter les idées préconçues sur le trafic, la consommation et la dépendance au lieu des les renforcer ;
- 4) Ainsi donc d'après les « experts » autoproclamés, il faut encourager l'expérimentation par les gouvernements de modèles de régulation légale des drogues, de manière à réduire le pouvoir du crime organisé et à protéger la santé et la sécurité des citoyens ;
- 5) Ainsi donc cette recommandation s'applique particulièrement au cannabis, pour d'autres drogues il faudrait encourager également d'autres expériences en matière de dépénalisation et de réglementation capables d'atteindre les mêmes objectifs.

D'après les « experts » de la Commission (quelle est sa légitimité au juste ?), la politique des drogues menée à ce jour aurait eu comme effets pervers :

- a) Le développement d'un « gigantesque marché noir criminel » financé par les bénéfices exponentiels générés par la satisfaction de la demande internationale en drogues illicites.
- b) D'importants errements politiques, résultant des ressources allouées au financement d'un vaste système de répression contre ce marché criminel.
- c) Le changement de substance, ou le passage des consommateurs à d'autres substances lorsque leur drogue habituelle devient difficile à obtenir, par exemple suite à des mesures de répression.

Casting, légitimité, sens

Premièrement, il s'agit de remettre l'église au milieu du village. Malgré le tapage médiatique qui a eu lieu autour de la publication de ce rapport, il faut préciser qu'il ne dispose d'aucune légitimité, n'a été soumis à aucune instance internationale reconnue, ni même reçu le soutien de Gouvernements. Il a même été critiqué par l'administration Obama ainsi que par l'ONU à travers l'Office des Nations Unies contre la drogue (UNODC). L'organisation mondiale a en effet clairement fait savoir sans ambiguïté qu'elle se désolidarisait des idées exprimées et qu'elle n'avait de surcroît pas participé à la rédaction du rapport.

Deuxièmement, il s'agit de prendre connaissance du casting de cette commission. Entre un multimilliardaire libertarien tel que Richard Branson, qui se bat depuis toujours pour que l'être humain puisse vivre dans un monde aussi libre que possible où tout serait privatisé, une ancienne Conseillère fédérale socialiste, fer de lance de la libéralisation, des anciens présidents d'Etats connus pour être les plaques tournantes des narcotrafiquants (Mexique, Colombie et Brésil), ou encore des intellectuels de gauche passés par la diplomatie (Solana, Stoltenberg). Il est étonnant de se demander pourquoi ces anciens chefs d'Etats si influents n'ont pas proposé des politiques de la drogue beaucoup plus libérales lorsqu'ils étaient à la tête de leurs pays respectifs ? Et si Georges Papandreou, ancien premier ministre grec, à l'époque de la publication du rapport encore au pouvoir, voyait dans la dépénalisation un moyen d'obtenir une manne financière inespérée pour l'Etat grec en proie à des difficultés financières sans précédent ? C'est probablement tiré par les cheveux, mais le casting de cette composition démontre qu'il n'est pas composé de spécialistes de la question, ni même d'experts médicaux. Il démontre également qu'un seul point de vue est représenté ici, celui de chantres de la décriminalisation.

Si la volonté de faire parler d'eux en publiant ce rapport qui n'amène rien de nouveau, est liée entre autre au fait qu'ils soient tous des « anciens » retombés dans l'ombre, cela présuppose un important problème d'ego. En effet, les lobbies et autres commissions voués à délivrer un tel message ne sont pas révolutionnaires. Déjà au milieu des années 80, la « Drug Policy Foundation », lobby fondé à Washington pour lutter en faveur d'une légalisation des drogues et promouvoir une révolution au niveau international, sortait un rapport. D'ailleurs, Ueli Locher, ancien vice-directeur de l'OFSP, sous l'ère Zeltner entre autres, a été membre de cette commission et même lauréat d'un prix pour « ses mérites particuliers dans le domaine de la drogue en ville de Zurich au début des années 90 ». Rappelons ici que Monsieur Locher était le « Monsieur Drogue » du maire socialiste Esterman au début des années 90 à Zürich. On peut encore citer que la Drug Policy Foundation était financée par le spéculateur Georges Soros, et que son responsable actuel n'est autre qu'Ethan Nadelmann, ancien professeur à Princeton et Monsieur légalisation des drogues aux USA.

On remarque ici qu'un petit nombre de personnes, aux réseaux bien implantés ont le pouvoir de lancer des débats internationaux sur des enjeux de taille avec le soutien d'anciens chefs d'Etats et autres personnalités de premier rang. Il est heureusement positif de remarquer qu'aucune instance internationale ou gouvernementale n'a osé apporter son soutien aux recommandations défendues par la Commission.

Nos réponses aux affirmations du rapport

- 1) La guerre mondiale contre les drogues a échoué, avec des conséquences dévastatrices pour les hommes et pour les sociétés du monde entier ;

- La guerre mondiale contre les drogues, ah bon. Nous ignorions qu'un tel combat, digne d'une bataille universelle que l'on veut gagner, avait été mené au plan mondial. Nous ignorions aussi que la gagne passait par une victoire totale, alors que bien des petits combats sont vainqueurs au quotidien dans cette lutte menée par les soldats de nos valeurs.

- Rendre les armes ainsi, sans vouloir combattre plus en avant, plus loin, plus profondément, en usant de stratégies nouvelles mais sans reddition, c'est donner gain de cause à l'adversaire, c'est le renforcer dans ses convictions profondes que le crime paie, que la drogue fait vivre et que les valeurs de ces grandes mafias sont plus fortes que celles de notre société.

- Jamais notre population ne devrait avoir l'ombre d'un doute au sujet de cette guerre qui doit être menée contre les stupéfiants, contre ceux qui cultivent, contre ceux qui fournissent, contre ceux qui trafiquent, contre ceux qui sont corrompus par ce fléau, contre ceux qui sont dépendants de ce vice, car la drogue est la gangrène sociale de ce siècle: la came isole.

- Il est "heureux" dans ce malheur de se rendre compte que les conséquences sont dévastatrices pour les hommes et pour les sociétés du monde entier, mais ce n'est pas cet embryon de guerre qui en est la cause, mais bien la drogue et tous ses dommages collatéraux. Il ne faut pas lutter contre la guerre, mais contre la drogue. Aucun combat n'est simple à gagner, mais se rendre sans y avoir mis toutes ses forces, c'est mourir en léguant une société sans avenir à nos enfants.

- 2) Il faut mettre un terme à la criminalisation, à la marginalisation et à la stigmatisation des consommateurs de drogues qui ne causent pas de préjudice à autrui ;

- A ce jour, nous ne connaissons aucun consommateur de drogues qui ne cause pas de préjudice à autrui, seules les personnes totalement sevrées ont gagné ce pari fou, celui de vaincre la drogue et ne plus nuire à son entourage, à ses proches surtout, à sa famille en premier bien souvent.

- La marginalisation et la stigmatisation ne proviennent en aucun cas de la criminalisation de la consommation de drogue, mais bien de la consommation de ces substances illicites qui engendrent une désocialisation totale de l'être, une perte des valeurs et du respect de soi-même. Seul le produit compte et induit des comportements stigmatisant, puis la marginalisation.

- Une aide, un accompagnement, un suivi avec des objectifs qui passent par la revalorisation de l'humain, de ses valeurs, des ses repères est le minimum que l'on puisse offrir à tout consommateur qui fait vœux de sortir de cette déchéance. Un appui thérapeutique devient alors souffle de vie avec des produits de substitutions adéquats mais en aucun cas grâce à l'appui de drogues de substitution.

- Malheureusement, bien souvent l'appel du manque demeure plus fort que la cure, et le toxicomane replonge de plus haut pour s'évader un peu plus dans ses nébuleuses. Les marchés parallèles sont ainsi alimentés pour répondre à cette demande, avec un trafic sans cesse innovant, dans les moyens, dans les produits proposés et avec l'avènement des drogues de synthèse.

3) Il faut rejeter les idées préconçues sur le trafic, la consommation et la dépendance au lieu des les renforcer ;

- Une énumération de ces idées préconçues serait intéressante, même si le nerf de la guerre n'est pas là. Peu importe l'idée, elle germe de nos valeurs, de nos repères, de notre vision du monde qui en seront les guides. C'est bien là qu'il faut travailler en amont, retrouver des valeurs qui ont su, par le passé, faire avancer notre société en luttant contre les fléaux dévastateurs qui se sont succédé.

- Quelles valeurs accordons-nous à la drogue, au trafic, à la consommation de celle-ci et de la dépendance qui en résulte inévitablement pour les drogues dures ?

- Quels repères sociétaux prêtons-nous à la drogue, au trafic, à la consommation de celle-ci et de la dépendance qui en résulte inévitablement ?

- Quelle vision du monde offrons-nous face à la drogue, au trafic, à la consommation de celle-ci et à la dépendance qui en résulte ?

- Les solutions pour une approche nouvelle passent indéniablement par les réponses obtenues à ces trois questions. Il en va de l'avenir de notre société.

4) D'après les « experts » autoproclamés, il faut encourager l'expérimentation par les gouvernements de modèles de régulation légale des drogues, de manière à réduire le pouvoir du crime organisé et à protéger la santé et la sécurité des citoyens ;

- Quelle naïveté que celle de croire qu'un modèle de régulation légal et gouvernemental viendrait réduire le pouvoir du crime organisé et qui plus est protéger la santé et la sécurité des citoyens.

- Le crime organisé se réorganisera avec des substances nouvelles, dont l'attrait et probablement la spécificité feront que le marché parallèle, le trafic, demeureront avec le risque que la rareté des produits illicites proposés fasse grimper les prix de ceux-ci.

- 5) Cette recommandation s'applique particulièrement au cannabis, pour d'autres drogues il faudrait encourager également d'autres expériences en matière de dépénalisation et de réglementation capables d'atteindre les mêmes objectifs.

- La libéralisation à travers une distribution étatique, pharmaceutique, médicale a déjà été testée avec la méthadone. Ce produit peut parfois représenter une aubaine lors d'un traitement, mais il est bien souvent détourné de l'usage personnel et individuel prévu, pour réapparaître sur le marché parallèle. Il en va de même avec de nombreux médicaments prescrits. C'est alors l'Etat, les pharmaciens et les médecins qui alimentent ce marché parallèle de substitution, un comble pour qui veut contrôler ladite distribution.

- a) Le développement d'un « gigantesque marché noir criminel » financé par les bénéfices exponentiels générés par la satisfaction de la demande internationale en drogues illicites.

- Si indéniablement le "gigantesque marché noir criminel" venait à diminuer à l'aube d'une légalisation, les drogues nouvelles et alors illicites, de synthèse probablement, viendraient rapidement inonder un nouveau marché gris criminel.

- La satisfaction de la demande internationale en drogues n'est que la résultante du marché, de l'offre et de la demande. La question ne se pose pas en capacité de fournir étatiquement le produit, mais bien de déterminer les conditions et les habitudes des consommateurs. Le malaise sociétal est une des causes importantes de l'augmentation des abus, il faut là aussi rechercher les causes de ces addictions.

- b) D'importants errements politiques, résultant des ressources allouées au financement d'un vaste système de répression contre ce marché criminel.

- La répression contre ce marché criminel a un prix, mais il est aussi possible d'envisager autrement le financement de cette lutte, les saisies judiciaires pourraient par exemple venir financer ce combat. L'argent de la drogue contre la drogue.

- C'est un faux débat, les premières économies ne doivent pas venir aider à une augmentation de l'insécurité en attaquant les budgets de la sécurité.

- c) Le changement de substance, ou le passage des consommateurs à d'autres substances lorsque leur drogue habituelle devient difficile à obtenir, par exemple suite à des mesures de répression.

- C'est bien là que se trouve le problème sociétal actuel rencontré en occident, mais ce n'est pas les mesures répressives qui en sont la cause majeure, mais bien l'augmentation de l'offre, des produits, des mélanges possibles, du détournement de médicaments de leur usage premier à l'arrivée de nouvelles drogues de synthèse.

- *C'est là aussi les véritables raisons de ce comportement en toxicomanie qui doit être analysé, car si mélange il y a, la désintoxication deviendra très difficile.*

Conclusions

Les réalités de la toxicomanie sont bien complexes. Qu'elles concernent la demande et l'offre perpétuelles, ou les contraintes physiques et psychiques des cures et autres prescriptions régulées qui ramènent si souvent le drogué à une consommation parallèle à son traitement.

Pour l'ARCD, la politique des quatre piliers demeure la seule solution envisageable actuellement, faute de mieux.

Malheureusement et à ce jour, l'encadrement sanitaire par la réduction des risques est insuffisant. La prévention est inadaptée aux réalités. Les thérapies sont souvent incontrôlées, ouvrant ainsi le marché gris. La répression est presque sans effet sachant que les peines encourues demeurent minimales et donc en aucun cas dissuasive. Mais tous ces éléments sont issus de choix politiques. L'ARCD s'est déjà battue à plusieurs reprises, souvent avec succès, contre les tentations de modifier le rôle des piliers.

Il est important ici d'en rappeler les objectifs :

Le pilier « prévention » contribue à la réduction de la consommation de drogues en évitant que les gens ne se mettent à en consommer et ne développent une dépendance.

Le pilier « thérapie » contribue à la réduction de la consommation de drogues en permettant de sortir d'une dépendance ou à en préserver la possibilité. Elle contribue en outre à la promotion de l'intégration sociale et de la santé des personnes traitées.

Le pilier « réduction des risques » contribue à minimiser les effets négatifs de la consommation de drogues sur les usagers et – indirectement – sur la société en rendant possible une consommation entraînant moins de problèmes individuels et sociaux. L'ARCD est malgré tout critique sur la plus-value effective de ce pilier.

Le pilier « répression et régulation du marché » contribue, par des mesures de régulation servant à appliquer l'interdiction des drogues illégales, à réduire les effets négatifs de la consommation de drogues.

La dépénalisation ne représenterait qu'un désastre humain de plus, un signe fort de la perte des valeurs de notre société, de nos repères, dans une société justement à la recherche de celles-ci car disparues à travers une vision du monde utopique en la matière. Car en allant sur le terrain, à la rencontre des toxicomanes et en leur posant cette simple question : *"comme humain et pour l'avenir de nos enfants, êtes-vous pour la dépénalisation des drogues?"* L'utopie cède sa place à la réalité. Les réponses sont franches, sans équivoque et unanimes : *"NON"*.

Et même si deux doctorants en droit pénal de l'Université de Neuchâtel appellent à la

légalisation des drogues en se basant en grande partie sur les conclusions développées par le rapport de la commission mondiale pour les drogues, l'ARCD va continuer à se battre contre tous ceux qui baissent les bras et qui affirment que la toxicomanie est une fatalité que notre société doit accepter.

En outre, dans le rapport, il n'est nullement fait mention à la lutte contre la toxicomanie en tant que telle : pas une phrase sur la manière d'éviter les nouveaux cas. Il est fait mention du droit des trafiquants et des toxicomanes. Mais on ne parle pas du Droit légitime des parents à élever des enfants dans un monde sans drogue, ni du Droit des enfants, à ne pas être confrontés à la drogue comme ils le sont dans la société d'aujourd'hui.

Pour conclure sur ce point, reprenons la déclaration de Monsieur Fedotov, directeur de l'office de l'ONU contre la drogue et le crime : *« 2011 a marqué le 50^{ème} anniversaire de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, pierre angulaire du régime international de contrôle des drogues. Ses dispositions restent valables et parfaitement pertinentes, tout comme le fait qu'elle soit axée sur la protection de la santé ».*

L'ARCD